



Pour nous contacter : [npa.illeetvilaine35@gmail.com](mailto:npa.illeetvilaine35@gmail.com)

## Hôpital de Saint Malo

21 mars 2023

### **Notre motion de censure, c'est la grève générale**

**Macron voulant faire passer en force sa loi sur les retraites, a dû brandir son 49.3, faute d'avoir obtenu un vote favorable au Parlement, et il s'est pris les pieds dans le tapis ! Car même une partie des députés de droite n'ont pas osé voter la réforme de peur que leurs propres électeurs ne le leur pardonnent pas. C'est un premier succès de plus de deux mois de nos manifestations et grèves.**

Un cap est franchi et une situation de crise sociale et politique s'ouvre pour Macron et ses amis du patronat. Ce 49.3 est révoltant, mais c'est surtout un aveu de faiblesse de Macron et Borne qui y ont été acculés, et il n'a fait que relancer les manifestations et les grèves : d'éboueurs, de cheminots, d'électriciens, de travailleurs des raffineries. Le gouvernement commence à craindre que les pompes soient à sec !

**Le 49.3 n'a fait qu'amplifier la colère.** Dès jeudi, des manifestants affluaient par milliers place de la Concorde à Paris, y revenaient le lendemain, et sur d'autres places le surlendemain, spontanément. Même surgissement « sauvage » dans toutes les villes du pays. Les représentants du gouvernement ont aussitôt crié aux « violences », parce que des manifestants sont venus siffler aux oreilles de députés macronistes ou républicains sous leurs fenêtres. Et la police aux ordres a réprimé, procédé à des centaines d'arrestations et gardes à vue – dont de militants syndicaux et politiques bien ciblés ! La violence est du côté d'un pouvoir et d'un patronat qui veulent nous faire crever au boulot, qui annoncent vouloir réquisitionner des grévistes ; elle est celle des forces de l'ordre qui arrosent de gaz lacrymogène, voire utilisent les canons à eau contre les cortèges spontanés de manifestants, dont d'étudiants qui vont à la rencontre d'éboueurs en grève. Contre cette violence, la colère est générale.

Au palais Bourbon, Macron n'a finalement pas été censuré. On ne pouvait pas attendre autre chose de députés dont beaucoup se sont intérieurement réjouis d'un 49.3 qui leur évitait de se mouiller ! Mais la motion de censure reste bel et bien là, dans nos manifestations et nos grèves qui vont s'amplifier cette semaine, et ont commencé à le faire avec les manifestations de ce week-end, avec les nouvelles grèves paralysant depuis ce lundi les raffineries, Gonfreville et Lavera après celle de Donges en grève depuis plusieurs jours. Dans chacun de nos secteurs, maintenir les grèves reconductibles et y gagner de nouveaux grévistes, les coordonner sont à l'ordre du jour **pour aller vers une grève générale.**

**Certains députés cherchent des replâtrages** : un changement de Premier ministre et un gouvernement qui permettrait aux uns ou aux autres d'y glaner quelques postes ? Une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections dont le RN espère davantage de députés ? N'oublions pas que le parti de Marine Le Pen est contre l'augmentation du smic et n'a parlé de retraite à 60 ans qu'avec des pensions amputées. Et il propose déjà aux Républicains de partager les circonscriptions en cas de nouvelle élection, pour se partager les postes, voire gouverner ensemble. D'autres, à gauche, parlent d'un référendum à la Saint-Glinglin ?

**Mais le référendum n'a-t-il pas déjà eu lieu, depuis deux mois, dans la rue ? Ce qu'un gouvernement veut faire, nous allons le défaire !**

Non, nous n'abandonnerons pas nos armes de la grève et des manifestations. C'est maintenant que ça se passe, dans les usines, les transports, les bureaux, et toutes et tous ensemble dans la rue. La journée nationale à laquelle appellent les syndicats jeudi prochain 23 mars doit dépasser en force et détermination les précédentes. Elle doit surtout sonner le début d'un blocage du pays par la grève générale, pour imposer un rapport de force qui va contraindre Macron et ses amis patrons au cul cousu d'or, à céder aussi sur les salaires, les indemnités de chômage, les conditions de travail, la dégradation des services publics, sur toutes les conséquences dramatiques de leur système d'exploitation capitaliste.

**Manifestations : Saint-Malo : 11 heures devant la Médiathèque. Rennes : 11 h Place de Bretagne**

## **Les urgences se noient et la psychiatrie avec !**

La crise de l'hôpital public avec le manque de soignants et de médecins entraînent des suppressions de lits dans tous les services de médecine sur l'hôpital de Saint Malo. Les places manquent, les patients sont moins bien pris en charge, renvoyés chez eux faute de lits, ils sortent plus vite pour laisser la place aux suivants... C'est la chaîne de l'usine à soins. Les urgences sont utilisés pour pallier à toutes les défaillances du système. Une certaine forme de mépris pour les soignants comme pour les patients en est la conséquence... Les fuites d'eau sont laissées en l'état depuis des mois et le résultat est l'inondation du bureau de consultation psychiatrique des urgences de Saint Malo.

Comment peut on encore travailler dans de telles conditions ? Et ils veulent nous faire travailler deux ans de plus !!! Alors la direction de l'hôpital peut bien organiser des "job dating", le problème reste les conditions de travail, le mépris, les salaires... Toute l'organisation de l'hôpital public à repenser. Et cela ne viendra pas d'en haut mais de ceux qui sont au cœur de cette machine qu'il s'agit de rendre plus humaine.

C'est ce même combat pour la dignité face à des directions, des patrons, des gouvernants arrogants qu'il s'agit d'unifier, d'agglomérer pour changer tout ce système moisi.

### **Avalanche de fermetures**

Le manque de soignants devient problématique avec l'annonce de fermetures de lits dans quasiment tous les services de médecine sauf la pneumologie. Avec huit lits en moins, c'est toute une aile de la gériatrie malouine qui disparaîtrait. Et il y aurait des fermetures en oncologie, en hépato gastro et sans doute dans d'autres services en nombre inconnu pour le moment.

### **Pénurie de médecins**

Le service de pédiatrie de jour a subi deux jours de fermeture, par manque de médecins. Au rythme où ça va, le plus simple sera d'afficher la liste des services qui fonctionnent ou de la publier sur un site internet. Elle risque d'être de plus en plus courte...

## **Hôpital public : de nouveaux services de garde vont-ils fermer début avril ?**

C'est le 3 avril qu'entre en vigueur une mesure visant à plafonner les salaires des médecins intérimaires qui, selon des estimations, seraient 10 000 dans les hôpitaux publics. Le but : faire des économies sur ces patriciens qui refusent de travailler en CDI. Sur ce point l'Association des médecins urgentistes a lancé un cri d'alarme estimant que « des centaines de lignes de garde vont être fermées dans quelques jours » et affirmant que cette loi « va conduire à des fermetures au mépris des malades ». De son côté, le syndicat des médecins anesthésistes affirme que « mettre le pistolet

sur la tempe » des intérimaires ne résoudra pas le problème « sans augmentation de l'attractivité des carrières médicales hospitalières ». Faute d'allouer les budgets nécessaires pour améliorer les conditions de travail et de rémunération des médecins hospitaliers, le gouvernement veut donc passer en force et envisage « que les préfets puissent réquisitionner les personnels le moment venu »..

## **Clinique de la Côte d'Emeraude : grève pour les salaires**

Le 10 mars, un nouveau débrayage a eu lieu dans la clinique de la Côte d'Emeraude, après plusieurs autres depuis le début de l'année. Des mouvements ont eu lieu dans d'autres établissements du groupe Vivalto. Les soignants exigent de véritables augmentations de salaires pour toutes et tous, alors que la direction propose des primes de l'ordre 40 à 60 euros. C'est se moquer du monde avec l'inflation actuelle.

Le groupe Vivalto possède une cinquantaine d'établissements en France, dont des EHPAD et 91 en Europe. Parmi ses actionnaires, on compte des banques comme la BNP et le Crédit Agricole. Son PDG, Daniel Caille, figure parmi les 500 plus grandes fortunes de France.

### **Solidarité avec les éboueurs**

Cela fait plus de quinze jours que les éboueurs des entreprises privées comme publiques se sont mis en grève de Paris à Nantes, du Havre à Montpellier en passant par Nice. Scoop pour la bourgeoisie : quand les travailleurs sont en grève ça se voit, car ils sont utiles au fonctionnement de la société – on n'en dirait pas tant de tous les actionnaires et parasites divers qu'on trouve dans les couloirs ministériels et les bureaux de direction des grandes entreprises.

Le gouvernement tente par tous les moyens de casser cette grève par la réquisition des grévistes et même la menace de six mois de prison et 10 000 euros d'amende. Mais ce week-end déjà, les réquisitionnés résistaient en ralentissant leur tournée malgré la menace policière présente jusqu'à leur dépôt !

*Saint Malo en lutte : blocage du barrage de la Rance*

